



FNE Ile-de-France

Fédération régionale des associations environnementales franciliennes

COMMUNIQUE DE PRESSE

Lundi 9 mars 2020

Plus de 100 Elu.e.s demandent à Emmanuel Macron le retrait du projet de Terminal 4 de l'aéroport Roissy CDG

Des Elu.e.s prêts à attaquer le projet en justice

Alors que la campagne des élections municipales bat son plein, la construction du Terminal 4 débutant en 2021 reste un sujet de préoccupation majeure pour les Elu.e.s. d'Ile-de-France.

La mise en service de ce nouveau terminal va engendrer 500 vols supplémentaires par jour en plus des 1300 aujourd'hui et 40 millions de passagers supplémentaires par an, soit l'ajout de du trafic d'Orly à celui de Roissy.

Les franciliens perdent déjà jusqu'à 3 ans de vie en bonne santé sous les couloirs aériens à cause du bruit. Le Terminal 4 provoquerait une hausse des émissions de +30 % d'oxydes d'azote (NOx) et de +11 % de particules fines (source : ADP), alors que les émissions liées à l'aéroport de Roissy pèsent déjà autant que celles de 2,6 périphériques parisiens (Source : études Airparif).

La construction du Terminal 4 est également un **projet climaticide** et va à l'encontre des engagements de la France pour la sauvegarde du climat. En 2050, le trafic lié au terminal 4 représenterait donc à lui seul 7 % des émissions autorisées pour la France, et le trafic total de Roissy environ 20 % !

C'est la raison pour laquelle un courrier commun **d'Elu.e.s, Maires, Présidents de Conseils Départementaux, Agglomérations ou Territoire** demandant le retrait du projet a été adressé au Président de la République. Ce courrier a été signé par des Maires essentiellement, mais aussi des Présidents de Territoire, d'Agglomérations et de Conseils Départementaux.

Malgré plusieurs relances, ce courrier reste à ce jour sans réponse.

Agissant en protection de la santé de leurs concitoyen.ne.s, de leur cadre de vie, en accord avec les Plans Climat Air Energie dans lesquelles elles se sont engagées, **des collectivités se mobilisent pour contester en justice le SCoT Roissy-Pays de France en tant qu'il prévoit la réalisation de l'extension du terminal 4 de l'aéroport Paris-CDG »**

Contact presse:

Françoise Brochot, présidente de l'ADVOCNAR : 06 79 51 25 60

PJ :

- courrier commun en opposition au Terminal 4
- liste des 104 signataires

Desinscription

Vous ne voulez plus recevoir notre newsletter. SVP : [Désinscription](#)

FNE ÎLE-DE-FRANCE

2, rue du Dessous des Berges

75013 PARIS